

ACTIVITES DU DEPARTEMENT DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC ET ORGANISATION INTERNATIONALE EN 2014

Enseignement

Cinq cours au niveau Master sont dorénavant dispensés en anglais.

Une assistante a animé, avec une collègue d'un autre département, la « Law Clinic » sur les droits des femmes sans statut légal à Genève.

Les cours d'organisations internationales et le séminaire de règlement des différends internationaux sont complétés par des conférences données par des experts et praticiens provenant du monde universitaire, de la diplomatie et des organisations internationales. Des stages sont proposés aux étudiants dans ce cours et dans celui portant sur la pratique en matière de droit international humanitaire. Dans ce dernier cours, les étudiants peuvent également écrire des papiers en tant que prestations complémentaires.

Dans deux autres cours, des tutorats sont proposés aux étudiants qui le désirent. Dans l'un de ces cours, les étudiants plaident pour l'une ou l'autre partie d'un différend réel entre deux Etats. Une équipe de la Faculté a participé au « ELSA Moot Court on WTO Law » et elle a obtenu pour son mémoire écrit le prix «World best plaintiff written submission ».

Six membres du département (ce terme inclut dans ce rapport les professeurs et les deux maîtres-assistantes) sont impliqués dans les trois programmes conjoints de Master en études avancées avec l'Institut universitaire des hautes études internationales et du développement (HEID): « Master in International Humanitarian Law and Human Rights », « Executive Master in International Law in Armed Conflict » et « Master in International Dispute Settlement ».

Plusieurs membres enseignent au sein du « Global Studies Institute » (GSI) (en donnant, entre autres, des nouveaux cours sur « Law and Practice of EU Foreign Policy », “International Environmental Law” et d'introduction au droit de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi qu'un séminaire “Geneva International Model United Nations (GIMUN)”), au sein de l'Institut des Sciences de l'environnement (ISE) (un nouveau cours sur “Climate Change and International Law” y est dispensé) et de la Faculté de traduction et interprétation.

Deux membres ont été impliqués dans la « Summer School in International Law ».

Un membre enseigne également dans le cadre du Master en Action humanitaire du Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH), au Comité directeur duquel il appartient.

Un membre continue à co-diriger la « Duke-Geneva Summer School », au sein de laquelle un autre membre a donné un cours conjointement avec un collègue des États-Unis.

La Plateforme pour le droit international de l'eau douce, coordonnée par une maître-assistante, continue à se développer et les sujets couverts se diversifient sans cesse. En partenariat avec la Direction du développement et de la coopération (DDC) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), trois cours de formation en ligne, qui incluent des enregistrements vidéo et un système interactif de formation, intitulés «International water law», « Droit international de l'eau douce » et « The Law of Transboundary Aquifers » sont proposés et trois autres membres y interviennent.

Les membres du Département dirigent une cinquantaine de thèses de doctorat en droit international et européen, avec un accent particulier sur le droit des organisations internationales, le règlement des différends, le droit international de l'environnement, le droit international des investissements, le droit de l'OMC et le droit international humanitaire. En 2014, sept thèses dirigées par des membres du Département ont été soutenues. Les membres ont également siégé dans 21 jurys de thèse à Genève, dans d'autres universités suisses ou à l'étranger.

Recherche

Un membre du Département est le directeur du GSI (voir pour ses activités le rapport de cet institut).

Les membres du Département dirigent ou co-dirigent quatre projets de recherche financés par des fonds extérieurs, dont trois par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) (deux d'entre eux sont co-dirigés par deux membres du Département), et un par l'Agence nationale de la recherche (ANR) en France.

D'autres membres participent à divers projets de recherche, financés entre autres par l'Union européenne et par le Ministère de l'instruction publique italien.

Une membre du Département dirige le Centre d'études juridiques européennes (CEJE) rattaché à la Faculté de droit qui a obtenu en 2014 le label de Centre d'excellence Jean Monnet (voir rapport séparé du CEJE). Cette membre préside également la Société suisse de droit international.

Un autre membre appartient aux comités éditoriaux de deux nouveaux commentaires des Conventions de Genève de 1949, l'un préparé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'autre par l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains.

Les membres du Département ont été sollicités une soixantaine de fois pour intervenir lors de conférences, d'enseignements à l'étranger ou en Suisse, ou pour former des praticiens – ce qui leur permet aussi de mieux cerner la réalité de la mise en œuvre de leurs domaines de spécialisation.

À Genève, une conférence organisée le 18 juillet 2014 dans le cadre de la traditionnelle rencontre entre le Département et les membres de la Commission du droit international qui siège à Genève a eu pour thème « The International Law Commission and International Courts and Tribunals – A Fruitful Dialogue ».

Une autre conférence a été organisée le 17 octobre 2014 avec PluriCourts (Université d'Oslo) et le « Geneva Center for International Dispute Settlement (CIDS) » sur le thème «International Trade Tribunals : About their Legitimacy».

Le 12 décembre 2014, un colloque en l'honneur du professeur Luigi Condorelli, ancien professeur et directeur du Département, a eu lieu, lors duquel sont intervenus exclusivement des anciens assistants du Département qui ont aujourd'hui des fonctions importantes dans le monde académique, judiciaire et diplomatique.

Tous ces événements ont connu une participation d'une centaine de personnes du monde académique et de la Genève internationale. Un membre, une maître-assistante et deux assistantes sont intervenus lors de deux différents « Webinars » organisés par le CICR, dont l'un fut modéré par une assistante du Département.

Huit livres et 39 articles ou chapitres de livres ont été publiés par les membres et assistants du Département (dans plusieurs cas comme co-auteurs au sein du Département), en français et en anglais, pour diffuser le résultat de leurs recherches. Un livre publié par un membre et une assistante est maintenant disponible et régulièrement mis à jour sur une plateforme informatique du CICR, lancée par différents événements dans le monde en octobre et novembre 2014. La mise à jour de la plateforme a été en partie le fruit de stages effectués par des étudiants de la Faculté dans le cadre de leur cursus académique.

Un membre a reçu un doctorat *honoris causa* pour sa contribution à la recherche en droit international.

Un autre membre a reçu pour un livre sur la Cour internationale de Justice le « Certificate of Merit for High Technical Craftsmanship and Utility to Practicing Lawyers and Scholars » de l'American Society of International Law (ASIL), pour la version anglaise, et le prix C. Cardahi de l'Académie de Paris, pour la version française.

Une maître-assistante a rejoint le Département en tant que boursière d'excellence, financée par le Rectorat pour encourager la relève féminine, afin de conduire un projet de recherche choisi parmi de dizaines de propositions émanant de différentes facultés.

Le Département a également accueilli, pendant des périodes de quelques mois, des enseignants et chercheurs d'universités étrangères.

Les membres du Département collaborent dans leurs activités scientifiques avec l'Organisation des Nations unies (ONU), la Banque mondiale, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) (en particulier la Direction du Développement et de la Coopération et la Direction du droit international public), le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) et le CICR.

Service à la collectivité

Deux membres du Département ont été conseillers pour l'Australie, gagnante dans l'affaire de la chasse à la baleine dans l'Antarctique portée devant la Cour internationale de Justice (CIJ). De

plus, ils participent, tout comme un troisième membre, à des procédures de règlement des différends.

Un membre appartient au Comité Consultatif du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, a été désignée par la Suisse sur la liste d'arbitres en vertu de l'Annexe VII de la Convention sur le droit de la mer en 2014 et élue en 2014 au Comité français de l'arbitrage.

Un autre membre est Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Médiateur du différend frontalier entre le Gabon et la Guinée équatoriale, et Vice-Président du Conseil d'administration de l'UNITAR

Deux membres du Département ont été désignés par la Suisse sur une liste d'experts de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) aidant les États participants à résoudre une question ou un problème particulier relevant de la dimension humaine de l'OSCE.

Un membre est commissaire et membre alternant du comité exécutif de la Commission internationale de juristes. Il est régulièrement appelé par le CICR pour intervenir à des conférences et des formations internes ou externes.

D'autres membres appartiennent également à des organes dirigeants d'ONGs internationales ayant leur siège à Genève et à des organes d'organisations internationales en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique.

Un membre préside le conseil de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains.

Un membre a terminé sa présidence de la Société européenne de droit international et appartient au « board of editors » des deux revues les plus prestigieuses dans notre domaine, l'« American Journal of International Law », le « European Journal of International Law », ainsi qu'à celui d'une autre revue spécialisée.

Un autre membre préside la « Society of International Economic Law ».

Un membre appartient au « board of editors » de la Revue internationale de la Croix-Rouge.

Tous les membres du Département interviennent régulièrement dans les médias suisses et étrangers ou lors de débats publics sur leurs sujets d'expertise.

Marco SASSOLI
Professeur et Directeur
Département de Droit international
Public et organisation internationale

Genève, le 7 janvier 2015/MS/em